En finir avec le "dialogue social", mobiliser à la base et engager une lutte sociale de combat !

Néanmoins, la journée d'hier à de quoi soulager Martinez qui avait déclaré prudemment quelques jours plus tôt, en anticipant un échec, que « *la capacité à se mobiliser ne se mesure pas seulement au nombre de manifestants dans la rue* ». La CGT composait le gros de la manifestation parisienne mais le cortège de Solidaires, bien installé dans le désormais classique « cortège de tête » *n'avait pas à rougir.* Le cortège de tête, regroupant notamment des secteurs lycéens et étudiants ainsi qu'une large part autonome.

Une énorme répression policière

De nouveau, la police a joué son rôle répressif. Depuis la prise de pouvoir de Macron, il semble que la stratégie policière ultra violente menée par le gouvernement Valls pendant la lutte contre la loi travail soit repensée : il s'agissait, plutôt que de matraquer à tout va et d'éborgner les manifestant.e.s avec des tirs tendus de flash ball, de maintenir une distance franche entre flics et manifestant.e.s, à grand renforts de canons à eau et de pluie de grenades lacrymogènes. Dès lors, la répression s'est davantage concentrée sur les gardes à vue et les condamnations juridiques express, comme en témoigne l'interpellation de plus de 200 personnes lors du 1er mai 2017. Le tout répressif s'est néanmoins illustré lors de l'opération d'évacuation de la ZAD de NDDL avec plus de 2500 gendarmes mobilisés, soutenus par des blindés…

Nous avons pourtant subi ce mardi 9 un retour aux violences policières récurrentes sous l'ère Valls. A Rennes, les flics sont entrés à la fac pour déloger des étudiant.e.s qui ont tenté une occupation. Lors de la manifestation, les flics se sont même attaqués aux cortèges syndicaux, en empêchant la manifestation de poursuivre le parcours et en attaquant physiquement des représentants syndicaux ! A Paris, plusieurs charges ont eu lieu à l'intérieur du cortège de tête. Les flics se sont même attaqués au service d'ordre de la CGT qui à riposté avec des bombes lacrymogènes, poings et pieds devant ! La fin de la manif s'est déroulée avec un encadrement oppressant des gardes mobiles et des CRS, collés aux manifestant.e.s, cherchant l'affrontement.

Est ce là le signe d'un tournant encore plus autoritaire du gouvernement où bien est-ce un moment d'autonomie que la police s'accorde en l'absence d'un ministre de l'Intérieur ? S'il est difficile de répondre, il s'agit dans tous les cas de méthodes inacceptables que nous condamnons entièrement.

La politique des directions syndicales nous mène à une impasse

Si de nombreux secteurs étaient présents ce mardi, parmi lesquels les retraité.e.s, les personnels de CHU, des cheminot.e.s ou encore postièr.e.s en grèves, force est de constater que la manifestation était principalement composée de secteurs particulièrement combatifs, inlassablement présents dans ces rendez vous sociaux. De ce constat, plutôt que de nous cantonner à mettre en évidence une « certaine disponibilité à la lutte » comme on peut l'entendre même dans notre parti, nous devrions en faire une critique sévère.

Si les manifestations ne regroupent finalement que des équipes syndicales combatives ou des franges radicalisées de la jeunesse, c'est qu'il y a un problème de fond ! Ce problème de fond vient en grande partie de l'incapacité des organisations réformistes du mouvement ouvrier à massifier, c'est à dire de convaincre les travailleurs/euses à se mettre en lutte non pas symboliquement, mais efficacement, c'est à dire avec un plan de bataille face au gouvernement et certainement pas quelques « journées d'actions » dispersées, sans perspectives. Pire encore, le sabotage de la journée du 9 octobre (sans lui en faire porter l'entière responsabilité) par la FSU qui a appelé à une journée de grève dans l'éducation nationale avec les jaunes de la CFDT et de l'UNSA le 12 novembre, ne peut en aucun cas apparaître aux travailleurs/euses comme une volonté commune de construire un véritable mouvement social face aux attaques contre la Fonction Publique de Macron. Enfin, ce "dialogue social", c'est à dire la négociation permanente avec le MEDEF et le gouvernement démontre finalement la réalité de la politique menée par les directions syndicales - Martinez et Pavageau aux côtés de Berger : se battre pour des miettes. S'ils refusent dans les mots « la casse du système social » et disent refuser de « négocier la régression sociale », ils accourent à chaque convocation de Matignon ! Comment peut-on convaincre largement les travailleurs/euses de se mobiliser socialement, de mettre en évidence que le combat ne remportera pas dans les bureaux mais bien dans la rue, par la grève générale, par un rapport de force conséquent, en se précipitant (en allant dès que possible) pour discuter avec les dynamiteurs du code du travail, des services publics, ou des retraites ? Le syndicalisme de cogestion, à l'heure ou Martinez (CGT), Pavageau (FO) ont même osé faire un « Front Uni » avec le MEDEF ressemble de plus en plus à un outil de collaboration de classes, incapable d'obtenir une quelconque avancée sociale, incapable de mobiliser, incapable même d'empêcher toutes les attaques néo libérales que nous subissons depuis des années.

Macron, de plus en plus faible, à la tête d'un gouvernement en crise

A l 'heure ou Macron tente de se racheter une image en proposant notamment un

« plan pauvreté » (qui ne séduit que ses proches, dans la mesure ou les 6 milliards d'euros, c'est à dire 2 milliards par an, qui y seraient consacrés sont autant que les cadeaux faits aux plus riches avec la suppression de l'ISF!), il est urgent de réagir vigoureusement. La crise s'installe dans l'exécutif, particulièrement depuis l'affaire Benalla. Aujourd'hui, les ministres ne cessent de tenter d'arracher leur étiquette LREM devenue trop encombrante. Hulot, la caution écolo, Collomb, le premier fidèle montrent la réalité d'un gouvernement très fragile, mal élu et soutenu par une base sociale très étroite. Dans sa logique de destruction des acquis du mouvement ouvrier pour restaurer le taux de profit comme il s'y était engagé auprès de ses amis les grands patrons, Macron ne cesse d'apparaître pour ce qu'il est vraiment, bien loin de l'image du gendre idéal « ni de gauche ni de droite » venu en finir avec la vieille politique. Les organisations du mouvement ouvrier, qui représentent toujours une menace pour le patronat comme le montre par exemple les attaques contre les CHSCT, doivent se saisir de ce moment de fragilité pour s'organiser et contre attaquer.

Cela doit passer par mettre en ordre un plan de bataille sérieux, bien loin des journées sautes moutons sans lendemain qui ne contribuent qu'à l'épuisement et à la démoralisation des travailleurs et des travailleuses.

Tristan Daul, le 12 octobre 2018